

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°11 de la semaine du 10 au 16 mars 2017
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

BARBADE

Après S&P, Moody's a son tour dégrade la note souveraine de la Barbade à Caa3. L'agence de notation Moody's a déclaré que le défaut est très probable, ce qui a poussé les rendements obligataires de l'île au-dessus de 10%. Fin 2016, la dette a atteint 110% du PIB et les réserves internationales sont tombées à 682 M USD, soit le plus bas niveau depuis 2009. Le ministre des Finances reste confiant, anticipant une hausse des réserves due aux investissements étrangers. Cependant, les analystes estiment que le financement par la Banque centrale et l'ancrage sur le dollar (2BBD/USD) sont difficilement tenables à long terme.

BOLIVIE

La Bolivie réalise avec succès une émission obligataire d'1 Md USD sur les marchés internationaux. Pour la première fois depuis 2013, la Bolivie a émis le 13 mars des bons souverains pour 1 Md USD à un taux de 4,5 % sur 11 ans. L'opération conduite par Merrill Lynch et JP Morgan est un franc succès puisqu'elle a été souscrite 3 fois. La répartition effective des investisseurs est la suivante : 56% Amérique du nord, 39% Europe et 5 % Amérique latine. Les autorités boliviennes se sont réjouies de cette marque de confiance envers leur pays des marchés financiers internationaux. Ces ressources devraient être notamment être utilisées pour le financement des projets de construction d'hôpitaux qui figurent dans le programme quinquennal de développement économique.

COLOMBIE

Fitch Ratings maintient la note de la Colombie à BBB et améliore ses perspectives de classement. Fitch a révisé ses perspectives pour la Colombie de négatives à stables en conservant sa notation à BBB. Cette décision s'explique par la hausse de la TVA à 19% depuis le 1er février 2017, par la réduction plus rapide que prévue des déséquilibres macroéconomiques. En effet, le déficit courant est tombé à -4,4% du PIB en 2016 contre -6,5% en 2015 (prévisions à -3,6% du PIB pour 2017), en grande partie en raison de la croissance des exportations. L'agence a également pris en compte les objectifs de lutte contre l'inflation (cible de 3% +/-1%), de croissance +2,3% en 2017, portée par les exportations et le programme de construction d'infrastructures routières 4G) et de réduction du déficit public (de -3,3% du PIB d'ici fin 2017). Enfin, Fitch estime que l'accord de paix pourrait valoir un élan de confiance à court terme et apporter des avantages à moyen et long termes à l'économie colombienne, notamment en matière d'investissements.

CUBA

Cinq nouveaux projets autorisés dans la Zone Spéciale de Développement de Mariel (ZSDM). Les autorités cubaines ont rendu publique l'approbation de 5 nouveaux projets d'investissements étrangers à Mariel. La ZSDM compte désormais 24 projets impliquant 11 pays et totalisant un investissement de 966 M USD. Toutefois, son bilan trois années après sa création reste mitigé. Seuls 8 projets sur les 24 sont en opération, les autres étant encore en développement. En outre, si l'un des objectifs était le développement de projets essentiellement industriels, ce sont finalement des activités de services qui se sont implantées à Mariel pour la plupart. On note cependant le bon avancement des démarches entreprises par Nestlé, pour implanter à Mariel une entreprise mixte de production de café et autres produits alimentaires moyennant un investissement de 50 à 60 M USD. Néanmoins, de manière générale, selon le ministre du Commerce extérieur, le niveau des investissements étrangers reste chaque année en moyenne 2 Md USD en deçà des objectifs fixés.

Maintien du programme Petrocaribe. Lors de la récente conférence de coopération de l'Association des Etats de la Caraïbes (AEC) à La Havane, le Vénézuélien Alexander Yañez, secrétaire exécutif de Petrocaribe, a assuré le maintien du programme en vertu des principes d'entraide, sur lequel il est fondé. Petrocaribe a vu ces dernières années les livraisons de brut diminuer en raison de la crise qui touche le Venezuela et des cours historiquement bas du pétrole. Selon des sources officieuses, les livraisons de pétrole à Cuba dans le cadre de Petrocaribe n'auraient pas dépassé 42 000 b/j en 2016 sur un quota de 98 000 b/j.

HAÏTI

La dette d'Haïti représente 39% du PIB. Selon le directeur adjoint au Trésor public du ministère de l'Économie et des finances, la dette d'Haïti est de 197,8 Md HTG (gourdes), soit près de 39% du PIB. La dette de l'État envers la Banque centrale d'Haïti représente près de 90% de la dette interne (60 Md HTG). Le Venezuela est le principal créancier externe d'Haïti (1,7 Md USD, soit près de 80% du total de la dette externe du pays).

PANAMA

Les scandales de corruption des commencent à affecter le centre financier : Fitch place sous perspectives négatives le secteur bancaire au Panama. Le risque de réputation est une préoccupation majeure pour les banques panaméennes, à cause des liens entre le système financier et les affaires de corruption (Panama Papers Petrobras et Odebrecht) ayant affecté les pays d'Amérique latine. Pour le moment, les banques impliquées dans ces affaires sont de petite taille et l'implication d'une grande banque avec un impact systémique est jugée peu probable, étant donné le fort contrôle exercé sur ces entités. Cependant, les affaires récurrentes de corruption et de blanchiment d'argent remettent en question le rôle de Panama comme centre financier régional. 30% des dépôts bancaires proviennent de l'étranger, en majorité de la région, ce qui renforce le risque que les fonds reçus soient d'origine inconnue. Alors que l'agence Fitch s'attend à une dégradation de la qualité des actifs en 2017, la Superintendance des banques du Panama (SBP) a rendu public leur niveau record en 2016, mais en croissance seulement de +3,3% à comparer à +9,3% en 2015. Les indicateurs de liquidité se sont maintenus à 63,2% et l'adéquation du capital est de 15,2% (presque le double d'un minimum requis par la loi bancaire). La SBP ajoute que pour mitiger le risque de réputation, elle a augmenté la transparence et la coopération internationale pour l'échange d'information.

Perspectives d'emploi en baisse au 2^{ème} trimestre. Selon une enquête réalisée par Manpower auprès des entreprises panaméennes, les intentions de recruter pour le 2^{ème} trimestre 2017 sont en baisse de 10% par rapport à l'année précédente. Seuls 6% des entrepreneurs ont l'intention de recruter du personnel, soit le plus bas niveau depuis sept ans, et 5% d'entre eux expriment leur intention de réduire leurs effectifs. Le marché du travail panaméen se dégrade, ces deux dernières années le taux de chômage a augmenté de 4,1% à 5,5%.

PEROU

Le phénomène « El niño costero » provoque une catastrophe nationale : état d'urgence sur toutes les régions côtières. Touchant initialement les régions du nord (Piura, Lambayeque), les pluies diluviennes s'étendent maintenant plus au sud, dans la région de Lima notamment, provoquant d'importants dommages, alors qu'elles devraient se poursuivre jusqu'en avril. Le gouvernement a annoncé pour la région nord un premier déblocage de fonds de 1,2 Md PEN (370 M USD environ) dont un tiers pour les mesures d'urgence et deux tiers pour la reconstruction.

Le gouvernement annonce un plan d'impulsion budgétaire pour soutenir la croissance. Ce plan annoncé par le premier ministre M. Zavala consiste à injecter 6,6 Md PEN (environ 2 Md USD) dans l'activité productive avec pour objectif de créer 150 000 emplois. Il comprend six mesures concrètes : la construction et la maintenance des infrastructures ; l'accélération du mécanisme d'investissement des collectivités locales ; la construction de 150 000 nouveaux logements « Techo Propio » ; faciliter l'accès au crédit pour les micro et petites entreprises ; une prise en charge par l'État des cotisations à « Essalud » (sorte de sécurité sociale) pour l'emploi de jeunes travailleurs ; la mise en place d'un fonds (« Fondo de Adelanto social ») afin de favoriser le secteur minier et la mise en œuvre de différents projets prioritaires évalués à 18 Md USD.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

La Banque centrale de République dominicaine injectera jusqu'à 275 MUSD sur le marché des devises. Le gouverneur a annoncé qu'il fournira 200 MUSD pour répondre à la demande des agents économiques et du public en général. Il prévoit aussi 75 MUSD pour les opérations de changes futures pour les entreprises bénéficiant de « forward agreement » à 30 et 45 jours. En 2016, le marché des devises a représenté 21,5 Md USD et les réserves internationales ont dépassé la barre des 6 Md USD.

TRINITE ET TOBAGO

La Banque de développement des Caraïbes (CBD) accorde un soutien financier de 436,7 M USD. Au titre de la période 2017-2021, le programme de la CBD à Trinité et Tobago a pour objectifs : d'améliorer la compétitivité, de promouvoir la gouvernance et de soutenir une croissance inclusive et durable. Le programme de la CBD pourra être mis à profit pour le plan de développement national Vision 2030 du gouvernement.

VENEZUELA

Panier familial de produits de base : selon le dernier rapport de du CENDAS, le coût du panier familial de base a atteint 832.260 VEF en janvier 2017 soit une hausse mensuelle de 11,9% et une hausse en glissement annuel de 427,3%. Désormais, il faut 166 salaires minimum pour payer les produits inclus dans ce panier familial. Quant à l'indice général des prix établi par l'Assemblée nationale en l'absence de statistiques publiées par la Banque centrale, il s'élève à 18,7% pour le mois de janvier 2017.

Les exportateurs favorisés dans l'accès aux devises. Afin de soutenir les exportations non pétrolières qui n'atteignent que 5% du total, le gouvernement vient de d'élever de 60% à 80% le pourcentage de devises reçues qui pourront être conservées par l'exportateur, le solde devant toujours être vendu à la Banque centrale au taux officiel DICOM.

Les réserves en devises ont baissé de 5.380 MUSD en 2016. Elles s'élevaient à 10.572 MUSD, le 10 mars 2017.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional